

Sir CHARLES TUPPER : C'est une dépense sur le capital, tout autant que la dépense affectée aux terres fédérales.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Il y a certains inconvénients à imputer cela sur le capital. C'est une mauvaise tenue des livres, je crois.

M. MILLS (Bothwell) : Je ne crois pas que l'on doive faire cela, car ce crédit entre dans les dépenses ordinaires du pays qui doivent être faites chaque année.

Sir CHARLES TUPPER : C'est une dépense extraordinaire se rattachant à la rébellion.

M. MITCHELL : Sous le chef de "compte territorial," je vois dans le rapport de l'auditeur général, à la page 95, la petite somme de \$618.13 pour le gardien du bureau météorologique de la paroisse de Chatham, dans le comté de Northumberland. Il y a quelques mois, vers le temps des élections, le gardien est mort, et son fils, qui faisait la besogne depuis un certain temps, bien qu'il ne fût pas nommé à cet emploi, a été renvoyé et remplacé par un autre individu. Je suis sûr que l'honorable ministre de la marine et des pêcheries ne voudrait pas, délibérément, commettre un acte basé sur la malveillance, le manque de générosité, et basé virtuellement sur l'injustice, en ce qui concerne cette personne. Le père du jeune homme était un tory des tories, et aurait voté contre moi s'il eût vécu ; son fils pense comme lui. En outre, il est le principal soutien de sa mère et d'une nombreuse famille. Il est parfaitement apte à diriger l'établissement, et le fait de l'avoir renvoyé, dans les circonstances, ressemble un peu à la cruauté. Si l'honorable ministre avait connu ces circonstances, je ne crois pas qu'il aurait agi ainsi. J'aimerais savoir ce qu'il en pense.

M. FOSTER : La question ne se présente pas dans ces estimations.

M. McMULLEN : Relativement au grain de semence, j'aimerais demander quelle garantie l'on a pour le faire rendre.

M. WHITE (Cardwell) : La garantie donnée par les colons est une hypothèque sur leurs terres. Ils rendent minot pour minot, et je suis bien aise de dire, d'après tous les renseignements que nous pouvons obtenir, qu'il est très vraisemblable que cette année ou l'année prochaine le grain nous sera rendu.

M. MILLS (Bothwell) : J'aimerais demander à l'honorable ministre si la plus grande partie du grain acheté par le gouvernement pour distribution n'est pas encore en sa possession.

M. WHITE (Cardwell) : Oh ! non ; de fait, il y en a très peu entre les mains du gouvernement. L'an dernier, il y a eu un peu plus de grain que ce qui était nécessaire au district de Saint-Albert, et nous l'avons revendu aux entrepreneurs en leur faisant une légère réduction.

M. MILLS (Bothwell) : L'honorable ministre se rappelle-t-il combien de minots le gouvernement a en mains ?

M. WHITE (Cardwell) : Très peu. Je ne puis me rappeler exactement la quantité.

M. WATSON : Quelle est la quantité de blé ?

M. WHITE (Cardwell) : Je donnerai demain ces renseignements à l'honorable député.

Items imprévus \$407,430.95

M. MITCHELL : J'aimerais rappeler au ministre de la marine et des pêcheries ce dont je lui ai parlé au sujet du bureau météorologique de Chatham. Naturellement, je n'ai pas le droit de lui donner des ordres, et je ne cherche pas à le faire. Je ne prétends pas ni ne désire lui donner d'avis ; mais j'aimerais savoir s'il a fait le changement en pleine connaissance des faits.

Sir RICHARD CARTWRIGHT

M. FOSTER : En tant que je me rappelle les faits, le jeune homme, qui a fait temporairement la besogne, n'a jamais été nommé, et je crois qu'il est encore chargé du bureau météorologique de Chatham. On nous a recommandé un autre homme, et, parce qu'un individu a rempli temporairement ces fonctions, nous ne sommes pas tenus de le nommer permanemment. Je ne crois pas que la nomination soit faite.

M. MITCHELL : Le ministre comprendra que je n'ai pas l'intention de lui dicter ce qu'il doit faire, mais je désire simplement attirer son attention sur certains faits qui, je l'espère, posent dans la balance. J'espérais que le ministre, avant de faire une nomination, tiendrait compte des circonstances où se trouvent ce jeune homme et sa famille, car le dernier titulaire était peut-être un des meilleurs fonctionnaires du comté. C'était un conservateur convaincu, et son fils, je crois, partage ses opinions.

Le comité se lève, et les résolutions sont rapportées.

M. MILLS (Bothwell) : L'honorable premier ministre a-t-il l'intention de s'occuper du bill du cens électoral ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Oui.

M. MILLS (Bothwell) : Fera-t-il quelques amendements ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Je n'en connais pas.

Je propose que lorsque la Chambre s'ajournera, elle s'ajourne jusqu'à une heure, aujourd'hui.

La motion est adoptée.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je propose que la Chambre s'ajourne.

La motion est adoptée, et la Chambre s'ajourne à 3.05 heures a.m. (mercredi).

CHAMBRE DES COMMUNES.

MERCREDI, 22 juin 1887.

L'Orateur ouvre la séance à 1 heure p.m.

PRIÈRE.

IMPRESSIONS DU PARLEMENT.

M. BERGIN : Je propose l'adoption des cinquième, sixième et septième rapports du comité mixte des impressions des deux Chambres du parlement.

Sir JOHN A. MACDONALD : Cela comprend-il la recommandation relative aux documents que fournissent les deux Chambres ?

M. BERGIN : Par le département des impressions.

Sir JOHN A. MACDONALD : Et non les deux chambres ?

M. BERGIN : Oh ! non.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Il serait peut-être préférable de lire le rapport, afin que nous sachions ce qu'il contient.

M. BERGIN : Le comité recommande que les soumissions reçues soient transmises au secrétaire d'Etat avec les dépôts.

M. CHAPLEAU : L'autre jour, il y avait dans le rapport une disposition recommandant la suspension de la loi ; cette disposition recommandait aussi que la papeterie des deux Chambres fût fournie par chaque Chambre.

M. BERGIN : Nous avons retranché cela.

La motion est adoptée.

CHEMIN DE FER CENTRAL DU NORD OUEST.

M. MacDOWALL : Quel est l'objectif de la compagnie du chemin de fer Central du Nord-Ouest ? Combien de milles,